

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 13 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

REP (Routière de l'Est Parisien)

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : UD95/2023/0736
Code AIOT : 0006506767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 septembre 2023 dans l'établissement REP (Routière de l'Est Parisien), implanté Lieu-dit Le Paradis au Plessis-Gassot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En application de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, avant toute admission de déchets dans un nouveau casier, l'exploitant doit faire réaliser un dossier technique par un organisme tiers démontrant que les travaux d'aménagement répondent aux contraintes de cet arrêté ministériel et de celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Une visite d'inspection est ensuite nécessaire pour vérifier la fiabilité des éléments contenus dans ce dossier.

Dans ce contexte, l'exploitant a fourni un tel dossier pour le casier n°17 (surface de fond de casier de 44 142 m² et surface talus de 18 716 m²) dont l'aménagement a été achevé en juillet 2023.

Le casier n°17 a été nouvellement délimité au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), par rapport au périmètre initialement prévu, pour permettre une exploitation

de ce casier en mode bioréacteur. Cette nouvelle superficie réduite a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2020. La durée d'exploitation de ce casier est estimée à 24 mois par l'exploitant.

Les travaux entrepris dans ce cadre sur le site ont concerné l'aménagement du casier n°17 :

- terrassement du casier ;
- mise en place des barrières de sécurité passive et active ;
- l'aménagement des équipements connexes ;
- gestion des eaux internes et externes ;
- gestion des lixiviats ;
- voiries – réseaux – divers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REP (Routière de l'Est Parisien)
- Lieu-dit Le Paradis 95720 Le Plessis-Gassot
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage est également exploitée par la société sur le site du centre de stockage de déchets. Elle a également développé récemment une activité de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 3 novembre 2021.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont les plus contraignantes de ces 2 arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- aménagement du site avant le stockage des déchets dans le casier n°17.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fond et flanc du casier	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.1	/	Sans objet
3	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.4	/	Sans objet
4	Gestion des biogaz	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le présent rapport de visite d'inspection ne propose pas de suite administrative concernant la fiabilité du dossier technique de conformité transmis par l'exploitant et les constats réalisés lors de la visite d'inspection.

À l'issue de l'inspection, il est proposé que le stockage des déchets au sein de ce casier n°17 puisse commencer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions préalables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de répondre à ses obligations réglementaires, l'exploitant a fourni un dossier de conformité relatif aux travaux effectués pour la création du casier n°17. Celui-ci a été reçu le 28 juillet 2023 et a été réalisé par la société SETEC.</p> <p>L'exploitant a également transmis le rapport de remise en état de la bordure du casier n°16 et du flanc est du casier n°17 à la suite des désordres liés à la tempête du 10 mars 2023.</p> <p>L'exploitant indique que son dossier est bâti comme les précédents déjà déposés et traités dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié (casier n°15 et n°16, notamment). Le paragraphe 3 (« Synthèse générale ») du dossier déposé conclut à la conformité des installations par rapport aux exigences réglementaires applicables.</p> <p>Le paragraphe 4 du second rapport sur la remise en état après la tempête conclut également à la conformité des installations par rapport aux exigences réglementaires applicables.</p> <p>Au regard des éléments présents dans le dossier et des constats réalisés lors de l'inspection, la</p>

prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fond et flanc du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Barrières passives et actives du fond et des flancs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à la reconstitution de la barrière de sécurité passive pour respecter les critères de perméabilité définis à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Elle comprend :</p> <p>Sur le fond de la zone de stockage, le substratum du site situé au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues puis de bas en haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une couche de matériaux d'une perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres ; • une couche de matériaux d'une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre. <p>Sur les flancs de la zone de stockage :</p> <p>Une couche minérale d'une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. Cette reconstitution peut être mise en œuvre au travers d'autres moyens présentant une protection équivalente et conforme aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.</p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive. Sur le fond, la barrière de sécurité active est normalement constituée, du bas vers le haut, par une géomembrane d'épaisseur minimale de 2 mm (ou tout dispositif équivalent) et d'une couche de drainage. [...] Sur les flancs, la barrière de sécurité active est constituée d'au moins une géomembrane d'épaisseur minimale de 2 mm (ou tout dispositif équivalent) correctement ancrée et dimensionnée. La couche de drainage est constituée de bas en haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ; • d'une couche drainante d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 m ou tout dispositif équivalent. <p>La géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique de la zone de stockage. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets. Des contrôles de la bonne réalisation de l'ensemble de la barrière de sécurité active sont réalisés par un organisme indépendant. Les résultats des contrôles sont transmis à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des commentaires appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Barrière de sécurité passive :</u></p> <p>Lors de la visite sur site, les travaux de création du casier n°17 étaient achevés. La barrière passive n'était plus visible.</p> <p>Sur le fond du casier, d'après le dossier fourni, des investigations ont été réalisées jusqu'à des profondeurs de 6 m. Les résultats de différents essais ont montré que ponctuellement (sur 3 sondages), l'objectif d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s n'était pas atteint. Aussi, comme le</p>

permet l'article 8 précité, une barrière de sécurité passive équivalente a été reconstituée, à l'instar de ce qui avait été appliqué pour les précédents casiers n° 9 à 16.

La couche de la barrière passive a ainsi été complétée (en plus du terrain naturel) par une couche de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s d'une épaisseur de 1,10 m (au lieu d'une épaisseur théoriquement prévue de 1 m). Cette couche a été reconstituée avec les matériaux présents sur site, qui ont été caractérisés au préalable pour s'assurer qu'ils présentaient les propriétés nécessaires pour obtenir ce niveau de perméabilité de 1.10^{-9} m/s.

L'exploitant a fourni une étude d'équivalence afin de démontrer que cette solution offrait un niveau de sécurité au moins équivalent à celui requis réglementairement.

L'exploitant a ainsi procédé à un calcul d'équivalence entre la situation générale et celle mise en œuvre. Cette dernière prend en compte la perméabilité mesurée la plus importante du terrain naturel sur 5 m et la couche d'argile précitée sur 1,1 m d'épaisseur. Le dossier technique de conformité conclut :

- au respect du principe d'équivalence ;
- que la protection proposée est conforme aux textes en vigueur.

Cette approche apparaît cohérente avec celle utilisée auparavant pour le casier n° 15 et n° 16.

Sur les flancs, le dossier indique que des couches successives de limons de 30 à 40 cm ont été mises en place et compactées jusqu'à atteindre les 2 m au-dessus du fond de casier sur une épaisseur d'au moins 1 mètre. Selon les mesures de perméabilité réalisées par le bureau d'étude BURGEAP, cette couche présente une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s.

Au-delà des 2 mètres, la couche de 1 m d'épaisseur de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s a été remplacée par un dispositif considéré comme équivalent par l'exploitant, à savoir un géosynthétique bentonitique (GSB), à l'instar des casiers n° 8 à n° 16. Ce GSB a été posé directement sur les flancs. Disposé sur l'intégralité du flanc (toute hauteur), il recouvre le matériau de la barrière passive constituant le pied de talus et toute la surface du flanc jusqu'au sommet où il est ancré. Chaque lé de GSB chevauche latéralement le lé précédent.

D'une manière générale, le dossier technique conclut à la conformité de la barrière de sécurité passive installée par rapport aux exigences réglementaires applicables.

L'exploitant a fait appel à diverses sociétés spécialisées pour assurer la pose des différents dispositifs concourant à la réalisation de la barrière de sécurité active dans les règles de l'art, mais aussi pour réaliser les relevés topographiques. Finalement, un bureau d'études différent de ceux qui sont intervenus dans le cadre des travaux, SETES, a réalisé le dossier technique de conformité. Ces précisions sont apportées dans le dossier fourni.

Barrière de sécurité active :

Lors de la visite d'inspection, les éléments suivants étaient visibles :

- une couche drainante (Draingom en surface) au fond du casier ;
- une géomembrane en polyéthylène haute densité (PEHD).

L'étude du dossier technique de conformité montre que la barrière de sécurité active est constituée (de bas en haut) :

- d'une géomembrane ;
- d'une couche de drainage.

La géomembrane posée sur les flancs et le fond au-dessus de la barrière de sécurité passive est en PEHD. Elle présente une épaisseur d'au moins 2 mm. Sa fiche technique est annexée au dossier de conformité fourni.

Pour respecter la disposition du point III de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, l'exploitant fait le choix de constituer, au fil du remplissage du casier, une couche d'au moins 50 cm de sablon entre les déchets stockés et la géomembrane pour éviter que les déchets ne puissent porter préjudice à la géomembrane. Cette couche de 50 cm est donc constituée au fur et à mesure. Elle constitue un « dispositif équivalent » jugé acceptable.

<p>L'étanchéité du casier n° 17 a été contrôlée par la société d'ingénierie BURGEAP. Le rapport de conformité de cette société confirme la pose de la géomembrane dans les règles de l'art.</p> <p>La couche de drainage est constituée (de bas en haut) :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un réseau de drains enrobés d'un géotextile filtrant, permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal (puits de pompage) en point bas, d'une couche de sablon drainant, issu du site, d'épaisseur minimale de 25 cm, d'une couche de « Draingom » (matériau constitués de pneus cisailés qui présente un pouvoir drainant très fort avec un pourcentage de « vide » de 60 à 70 %) d'épaisseur minimale de 30 cm. <p>Les relevés topographiques réalisés par le prestataire (cabinet GREUZAT) confirment l'épaisseur de 50 cm du drainant.</p> <p>Tout comme pour la barrière de sécurité passive, l'exploitant a fait appel à diverses sociétés pour s'assurer de la pose dans les règles de l'art des différents dispositifs concourant à la réalisation de la barrière de sécurité active.</p> <p>Le dossier technique conclut à la conformité de la barrière de sécurité active par rapport aux exigences réglementaires applicables.</p> <p>Au regard des éléments présents dans le dossier et des constats réalisés lors de l'inspection, la prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la charge hydraulique mesurée en fond de casier au point de collecte des lixiviats soit inférieure à l'épaisseur de la couche drainante et n'excède pas, en tout état de cause, 30 cm à partir du point bas du casier. Cette disposition s'applique au casier n° 8 et les casiers suivants. Les lixiviats collectés sont stockés en bassin(s) associé(s) à l'installation de traitement existante. Ils sont traités et rejetés dans les conditions fixées au chapitre 4.3. du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de la gestion des lixiviats, la présence d'un puits de pompage a pu être observée lors de la visite d'inspection.</p> <p>Le dossier technique indique qu'un réseau de drainage est mis en œuvre.</p> <p>Une pente minimale de 0,33 % a été réalisée en fond de casier pour permettre l'écoulement des lixiviats jusqu'au puits équipé d'une pompe. Le système permet de toujours garder une charge hydraulique inférieure à 30 cm à partir du point bas de casier.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la présence d'eau pluviale accumulée en fond de casier et localisée autour du puits de pompage témoignait du sens de la pente du fond du casier, effectivement orientée vers le puits.</p> <p>Un bassin, situé au nord est du site, d'une capacité de 700 m³ réceptionnera les lixiviats du casier. Les lixiviats seront ensuite dirigés vers l'unité de traitement au sud de l'ISDND produisant des distillats et des concentrats. Les distillats sont évacués vers la STEP de Bonneuil-en-France. Les concentrats, quant à eux, seront stabilisés in situ avec du sable et un liant hydraulique et remis</p>

<p>dans l'alvéole en cours d'exploitation (mode bioréacteur).</p> <p>Les équipements de réinjection des lixiviats seront installés au fur et à mesure. Les lixiviats seront réinjectés dans le casier lorsque ce dernier aura été comblé et muni d'une couverture étanche.</p> <p>Le dossier conclut à la conformité des travaux.</p> <p>Au regard des éléments présents dans le dossier et des constats réalisés lors de l'inspection, la prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions de biogaz provenant de la zone de stockage de déchets ne doivent pas constituer une source de nuisances pour les tiers et l'environnement. À cet effet, au fur et à mesure de l'exploitation de la zone de stockage, l'exploitant met en place un réseau de collecte et de captage du biogaz, maintenu en légère dépression et conçu de façon à limiter les risques d'explosion. Le biogaz est acheminé vers des installations de valorisation autorisées et/ou vers une ou des installations de destruction par combustion. Dans ce dernier cas, les dispositions du titre 3 du présent arrêté doivent être respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements nécessaires au captage et à la collecte du biogaz dans le casier seront mis en place et complétés au fil du comblement du casier et, le cas échéant, après couverture du casier.</p> <p>Le casier n° 17 sera relié au réseau de captage et de valorisation du biogaz du site qui achemine le biogaz vers l'installation de valorisation électrique du biogaz implantée sur le site lui-même. La canalisation de captage et le piquage de raccordement sur lequel seront branchés les réseaux du casier sont en place.</p> <p>Le biogaz du casier n° 17 sera valorisé dans les installations de valorisation exploitées sur le centre de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>Au regard des éléments présents dans le dossier et des constats réalisés lors de l'inspection, la prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet